

**AVENANT n° 49 du 7 juillet 2010  
portant sur l'annexe 1 de la CCN du SPORT du 7  
juillet 2005 relative aux CQP**

**ARTICLE 1**

L'article 5 de l'annexe 1 de la CCN du Sport du 7 juillet 2005 est complété par les dispositions suivantes :

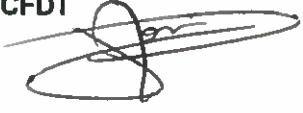
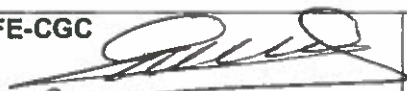
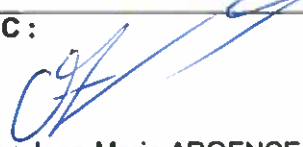

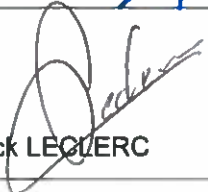


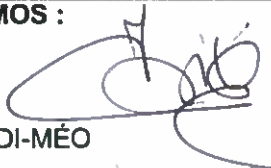
Titre du CQP	Classification conventionnelle	Prérogatives, limite d'exercice et durée de validité
<p><b>Moniteur de Roller Skating</b></p> <p><b>Options</b></p> <p>« Patinage artistique et danse »</p> <p>« Course »</p> <p>« Rink hockey »</p> <p>« Roller in line hockey »</p> <p>« Roller acrobatique »</p> <p>« Skateboard »</p>	<p><b>Le titulaire du CQP « Moniteur Roller Skating » est classé au groupe 3</b></p>	<p>Encadrement en autonomie des activités de Roller Skating dans l'option certifiée jusqu'aux premiers niveaux de compétition dans la limite de 20 patineurs ou skateurs.</p> <p>Initiation en autonomie de l'ensemble des activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• « roller skating » pour les titulaires des options « patinage artistique et danse », « course », « rink hockey », « roller in line hockey », « roller acrobatique »</li> <li>• skateboard pour les titulaires de l'option « skateboard »</li> </ul> <p>Au regard de la situation professionnelle visée par le titulaire du CQP, le besoin d'intervention identifié et lié à l'activité d'encadrement correspond à un volume horaire de travail à temps partiel de 360 heures par an. Au-delà de ce volume horaire annuel sur l'activité d'encadrement, l'employeur doit permettre l'accès du professionnel titulaire du CQP à une autre certification du secteur inscrite à l'annexe II-1 du code du sport (niveau IV ou supérieur) par le biais de la formation professionnelle continue, ou à défaut recruter un professionnel titulaire d'une certification du secteur inscrite à l'annexe II-1 du code du sport.</p>

FL  
 YP  
 JMA  
 PSB  
 JM  
 FL

**ARTICLE 2 :**

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt auprès de la Direction générale du travail, ainsi que d'une demande d'extension et prendra effet au premier jour du mois suivant la publication au journal officiel de l'arrêté d'extension.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

<b>CFDT</b>  Nom : Jérôme MORIN	<b>CFE-CGC</b>  P. MORIN - BROUSSARD Nom : Didier TRONCIN	<b>CFTC :</b>  Nom : Jean-Marie ARGENCE
<b>CGT-FO :</b>  Nom : Yann POYET	<b>CGT</b> Nom : Bouziane BRINI	<b>CNES :</b> Nom : Philippe BROSSARD
<b>FNASS :</b>  Nom : Franck LECLERC	<b>UNSA :</b>  Nom : Dominique QUIRION	
<b>CNEA :</b>  Michel LARMONIER	<b>COSMOS :</b>  Jean DI-MÉO	